



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Mercredi 24 juillet 2013  
Numéro 386

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

## Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*La prorogation du mandat de Kahwaji force les passages fermés*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Duel irano-européen et rejet gouvernemental de la décision. Rencontres de Jedda: cabinet non partisan suivi d'un dialogue*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Les détails du rôle d'Israël et de l'Arabie saoudite dans la décision européenne*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Explications contradictoires de la décision européenne*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Le Courant du futur: l'importance du dialogue réside dans le fait de ne pas renier ses décisions*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*L'Europe restera au chevet du Liban*

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

*L'armée progresse dans le rif de Damas et les comités palestiniens à Yarmouk*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Egypte: La violence dans les rues torpille la réconciliation et prolonge la durée de la crise*

## L'événement

### ***Le Liban officiel rejette la décision de l'UE contre le Hezbollah***

La décision de l'Union européenne d'inscrire l'«aile militaire» du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes reste au centre de l'actualité politique et continue de susciter des réactions d'indignation et de rejet. Pendant ce temps, la chef de la Délégation de l'UE à Beyrouth, Angelina Eichhorst, tente de jongler entre les mots pour expliquer cette mesure sans pour autant la justifier, tout en annonçant la poursuite du dialogue politique avec le Hezbollah.

Le président de la Chambre, M. Nabih Berry, a réagi hier avec virulence à la décision européenne. Il a exprimé sa «forte condamnation» de la sanction qui, selon lui, fait «peu de cas de la justice» et n'est qu'«un service gratuit rendu à Israël». Pour M. Berry, la mesure européenne «touchera sans doute tous les Libanais et leurs intérêts en Europe, affectera le partenariat arabo-européen et la politique de voisinage, et aggravera les tensions et les troubles au Liban».

Le développement le plus important, mardi, a été le réveil des autorités officielles, qui ont rejeté la décision de l'UE. Le Premier ministre démissionnaire, Najib Mikati, a déclaré que «le gouvernement libanais rejette la décision adoptée par l'Union européenne.» Il a promis que le cabinet œuvrera «en vue de l'annulation de cette décision en effectuant sans cesse des contacts avec les pays de l'Union».

Le Premier ministre désigné, Tammam Salam, a pour sa part souhaité que «l'Union européenne révisé sa décision». Il a estimé que «cette mesure ne peut guère servir les objectifs affichés par l'Union, notamment celui de soutenir le Liban pour surmonter les difficultés de sa situation politique intérieure». «Cette décision ne sert pas non plus la volonté libano-européenne de lutter contre le terrorisme dans la région et le monde, a affirmé M. Salam. Le Liban traverse une période délicate. La nature de la décision européenne, son application et ses éventuelles répercussions sur le Liban et les Libanais sont assez vagues. Elle ne pourra pas contribuer à coordonner les efforts déployés par le président de la République en vue de relancer le dialogue national et d'immuniser le pays aux niveaux sécuritaire et politique», a ajouté M. Salam.

De son côté, le leader du Courant patriotique libre, Michel Aoun, a déclaré que la décision de l'UE «est en contradiction avec la Charte des Nations unies qui prévoit le droit des peuples à libérer leur territoire et le droit légitime à l'autodéfense». «Nous aurions souhaité que l'UE nous soutienne dans notre droit à récupérer notre territoire, qu'elle soutienne également les Palestiniens dans leur droit de retour, et non qu'elle accuse la résistance de terrorisme en se fondant sur des allégations mensongères», a-t-il dit, précisant que l'Argentine «a démenti l'implication du Hezbollah» dans l'attentat qui s'est produit sur son territoire, et que le ministre bulgare des Affaires étrangères avait relevé que le rôle du Hezbollah dans l'attentat de Bourgas n'est pas prouvé.

Sur le terrain, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a pris des mesures préventives dans ses zones d'opération au sud de la rivière Litani, à la suite de la décision de l'Union européenne contre le Hezbollah. L'Agence nationale d'information (Ani, officielle) précise que la sécurité a été renforcée autour des postes de la Finul, et que le nombre de patrouille a été réduit, à l'exception des sorties effectuées conjointement avec l'Armée libanaise.

## Al Akhbar

*Dany Al-Amine, journaliste libanais indépendant*

La décision de l'Union européenne d'inscrire l'aile militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes est sortie de Bruxelles pour toucher les habitants des villages du Liban-Sud frontaliers avec la Palestine. La population n'a pas compris la distinction faite par les Européens, censés être éduqués, entre le Hezbollah et sa branche militaire. Comment ont-ils fait cette séparation et selon quels critères? Ce qu'ils ont compris, c'est que toute personne qui a eu une activité militaire, ou soutenu un acte militaire du Hezbollah, est visée par cette décision. Ce qui signifie qu'ils sont tous visés.

Hussein Khalil, de Majdel Silm, va plus loin. «Que signifie nous considérer tous comme des terroristes? N'est-ce pas un appel à nous combattre et à nous tuer? s'interroge-t-il. Quel est le rôle des soldats de la Finul dans ce contexte? Les ministres européens ne savent-ils pas que la plupart des fils du Liban-Sud participent aux guerres contre Israël et que les femmes de Aïta el-Chaab ont contribué à porter et transporter les armes aux combattants du Hezbollah?» Ainsi, la réalité de l'aile militaire du Hezbollah est très différente de ce que s'imaginent les ministres européens des Affaires étrangères ou des partis politiques qui lui sont hostiles. Cette réalité est même difficile à préciser pour les fils du Sud, et plus particulièrement pour les habitants des villages du Sud du Litani, qui se considèrent aujourd'hui les plus concernés par l'aile résistante, comme ils se plaisent à l'appeler. Dans cette région frontalière, il n'y a aucune différence entre «un civil et un militaire, entre un membre du Hezbollah qui porte les armes en secret sur les champs de bataille et un cultivateur qui plante du tabac pour subvenir aux besoins de ses enfants, sous le regard de l'ennemi posté sur les collines surplombant la région», ajoute-t-il.

Mohammad, qui est instituteur dans une école de Bint-Jbeil, se souvient comment des dizaines de ses élèves ont pris les armes, en juillet 2006, et comment 13 d'entre eux sont tombés en martyrs, le plus âgé ne dépassant pas la vingtaine. «Je ne savais pas que ces étudiants étaient de tenaces combattants. Rien ne le montrait. Ils étaient des civils et aucun n'a jamais porté son uniforme devant les habitants», dit-il avant d'ajouter: «Nous entendons parler de quelque chose que l'on appelle le dispositif de la résistance mais nous n'en connaissons pas les membres. Chacun de nous peut en faire partie. Rien ici n'a une connotation militaire. Nous le savons uniquement après le martyre.»

## Al Joumhouria

Des sources concernées indiquent que le chef du Courant du futur, Saad Hariri, a eu lundi soir un entretien téléphonique avec le président de la République, Michel Sleiman, pour l'informer que son parti soutiendrait toutes les mesures que le chef de l'Etat pourrait prendre pour empêcher le vide à la tête de l'Armée libanaise, y compris la formule qui consiste à repousser le départ à la retraite du commandant en chef, le général Jean Kahwaji. M. Hariri a par ailleurs ajouté que son retour à Beyrouth n'est pas prévu actuellement et qu'il aidait le Premier ministre désigné, Tammam Salam, à former son gouvernement. Il a indiqué qu'il déploierait tous les efforts nécessaires pour faciliter la naissance du cabinet, conformément à toute formule qui conviendrait au président Sleiman et à M. Salam. La formation du gouvernement devrait, selon lui, précéder la reprise du dialogue national.

Des sources parlementaires ont pour leur part indiqué que l'appel du président du Parlement, Nabih Berry, à M. Hariri afin qu'il rentre au Liban est «sérieux». Cet appel repose sur des données parvenues à M. Berry sur l'intention de certaines parties du 14-Mars de proposer d'autres candidats pour présider le prochain gouvernement à la place de Tammam Salam. Ces informations ont inquiété le chef du Législatif qui préfère le retour de M. Hariri et sa désignation pour la présidence du cabinet, car les noms proposés ne correspondent pas à la période délicate que traverse le Liban.

## Kommersant (Quotidien russe)

Le président Vladimir Poutine va se rendre en Iran à la mi-août, peu après l'investiture du nouveau président iranien Hassan Rohani, pour tenter de relancer les négociations sur le dossier du nucléaire iranien. «La visite est prévue pour les 12-13 août», a déclaré une source proche du ministère des Affaires étrangères iranien. Le président russe avait émis l'espoir qu'il y aurait «de nouvelles opportunités pour résoudre le problème nucléaire iranien». La visite de M. Poutine en Iran, une première depuis 2007, «permettrait de comprendre si les nouvelles autorités iraniennes sont prêtes à faire plus d'efforts pour prendre en compte les exigences de la communauté internationale», a déclaré une source diplomatique russe.

## ILS ONT DIT...

**Najib Mikati**, Premier ministre démissionnaire du Liban

«**La seule issue possible à la** crise actuelle est la relance des contacts entre les parties politiques sur certains points qui constituent un terrain commun d'entente. En premier lieu, la formation d'un gouvernement capable de gérer les affaires des citoyens, en second lieu, l'attachement à la politique de distanciation, non seulement par rapport aux événements en Syrie, mais également par rapport aux troubles qui secouent la région et qui se répercutent sur le Liban et le monde arabe. La présidence du Conseil au Liban, à l'instar des autres postes de commandement, n'est pas l'exclusivité d'une personne donnée ni sa propriété. La préservation de ces postes est la responsabilité de tous ceux qui s'y succèdent.

**Mohammad Yaghi**, député du Hezbollah

«**La décision européenne est** sans valeur juridique, et ne nous affectera en aucune manière. Que ceux qui misent sur le fait que nous allons reconsidérer notre engagement jihadiste, qu'il soit militaire ou autre, se détrompent. En 1983, nous avons déjà été placés sur la liste des organisations terroristes. À cette époque, nous leur avons dit: faites comme il vous sied. Aujourd'hui, nous réitérons les mêmes propos.

**Ahmad Fatfat**, député du Courant du futur

«**Il était grand temps pour le** président Nabih Berry de coopérer avec le Premier ministre désigné au lieu de se livrer à des manœuvres politiques inutiles. Dans le contexte actuel, la décision européenne contre le Hezbollah est une décision de principe. Ses répercussions pourraient affecter les Libanais à l'étranger, notamment sur le plan financier.

## Attentat de Masnaa: un suspect syrien arrêté

Un ressortissant syrien, soupçonné d'être l'auteur de l'attentat commis il y a une semaine contre un présumé convoi du Hezbollah sur la route Beyrouth-Damas à la hauteur de Masnaa, a été arrêté par une unité des renseignements de l'armée. Les militaires ont perquisitionné une maison à Majdel Anjar et a arrêté l'homme soupçonné d'avoir placé la charge piégée sur la route menant au poste frontalier de Masnaa. Deux personnes qui se trouvaient dans le 4x4 visé avaient été blessées. L'Agence nationale d'information rapporte que le Syrien arrêté serait originaire de Zabadani, à l'ouest de Damas.

## L'épouse de Mohammad Jammo livrée au Liban

Le quotidien Al Akhbar rapporte dans son édition de mercredi que l'épouse de du politicien syrien Mohammad Darar Jammo, assassiné le 17 juillet à Sarafand, a été livrée aux autorités libanaises. Siham Younès, qui est de nationalité libanaise, a été remise à des officiers libanais au poste frontière de Arida, au Liban-Nord. Le journal rappelle que l'enquête préliminaire a révélé que le meurtre aurait été commandité par l'épouse de Jammo, et exécuté par son frère et son neveu. Ces deux derniers ont été arrêtés la semaine dernière. M. Jamo, directeur de la section politique et des relations internationales au sein de l'Organisation mondiale pour les émigrés arabes, connu surtout comme un expert pro-régime intervenant souvent à la télévision, avait été abattu par des hommes armés à son domicile à Sarafand.

## The Daily Telegraph (Quotidien britannique) Ruth Sherlock, correspondante au Liban

Décus par la tournure islamiste que la «révolution» en Syrie a pris, épuisés après plus de deux années de conflit et sentant qu'ils perdent, un nombre croissant de rebelles syriens signent une amnistie négociée avec le régime d'Assad.

Dans le même temps, les familles des combattants repentis ont commencé tranquillement à regagner les territoires contrôlés par le gouvernement, considérés comme un endroit sûr pour y vivre, alors que le régime maintient sa pression militaire intense contre les zones tenues par les rebelles. Ce mouvement est un signe de la confiance croissante du régime, qui a mis en place un «ministère de la réconciliation», ayant pour tâche de faciliter la voie à d'anciens opposants pour revenir du côté du gouvernement.

Ali Haider, le ministre en charge, déclare: «Notre message est le suivant: si vous voulez vraiment défendre le peuple syrien, déposez vos armes et venez défendre la Syrie dans le droit chemin, à travers le dialogue.» M. Haider, qui a une réputation de modéré au sein du régime, a mis en place un processus conformément auquel les combattants de l'opposition abandonnent leurs armes en échange d'un passage sûr vers des zones tenues par le gouvernement.

Les combattants rebelles disent, en privé, qu'ils sont au courant de l'offre d'amnistie, et que certains hommes ont choisi de l'accepter, même s'ils affirment que leur nombre reste limité en comparaison avec ceux qui luttent contre le gouvernement.

«Je combattais pour la révolution, mais maintenant je pense que nous avons perdu ce pour quoi nous nous battions», déclare Mohammad, un rebelle musulman modéré de la ville de Raqqa, qui a refusé de donner son nom de famille. «Maintenant, les extrémistes contrôlent ma ville. Ma famille a déménagé de nouveau du côté gouvernement, car notre ville est trop dangereuse. Assad est terrible, mais l'alternative est pire.»

La domination par des groupes islamistes extrémistes des zones tenues par les rebelles, en particulier dans le nord, a poussé des combattants de l'opposition à «abandonner» la cause. Ziad Abou Jabal est originaire de l'un des villages de la province de Homs, dont les habitants ont récemment convenu de cesser le combat contre le régime. «Quand nous avons rejoint les manifestations, nous voulions de meilleurs droits», dit-il. «Après avoir vu la destruction et la puissance des jihadistes, nous sommes parvenus à un accord avec le gouvernement.»

M. Haider explique avoir assisté à une cérémonie au cours de laquelle 180 combattants de l'opposition ont rejoint les forces de police du gouvernement, qu'ils avaient déserté.

Lorsque The Daily Telegraph a visité le siège du ministère de la Réconciliation, à Damas, le bureau était bondé de membres de familles de rebelles qui se battent dans la banlieue de la ville et qui affirmaient que leurs hommes voulaient rentrer.

Un négociateur du ministère, Ahmed, était en train d'organiser la défection d'un commandant rebelle avec 10 de ses hommes du quartier de la Ghouta. «Il nous a fallu trois mois de négociations et ceci est un test», dit-il. «Si tout se passe bien, le commandant dit que 50 autres suivront.» Il décrit les mesures prises pour permettre le retour des combattants prêts à déposer les armes. Tout d'abord, dit-il, un négociateur doit traverser la ligne de front pour une réunion sur le territoire tenu par les rebelles. «Nous devons espérer que les commandants rebelles ordonnent à leurs snipers de ne pas nous tirer dessus.»

Ensuite, les transfuges reçoivent des documents leur permettant de passer les points de contrôle de l'armée syrienne, puis attendent dans une maison sécurisée que les fonctionnaires obtiennent que leurs noms d'«extrémistes recherchés» soient retirés des listes du ministère de la Défense et des agences de renseignement. Les rebelles «ne se sont pas engagés pour faire partie de groupes islamistes extrémistes qui ont maintenant acquis une influence», dit-il. «Maintenant, ils veulent revenir à une vie normale.»

Le téléphone sonne désespérément, ce sont des parents de rebelles qui appellent. «Ces mères savent que c'est la dernière chance pour leurs fils. S'ils ne déposent pas les armes maintenant, ils vont mourir parce qu'ils sont en train de perdre la bataille», déclare Ali Fayez Uwad, le médiateur.

## As Safir

Le président de la République Michel Sleiman va assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président iranien Hassan Rohani prévue le 3 août prochain. M. Sleiman se rendra à Téhéran à la tête d'une petite délégation composée du vice-premier ministre Samir Mokbel et du ministre démissionnaire des Affaires étrangères Adnane Mansour.

Lors de sa visite, le chef de l'État doit rencontrer le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, ainsi que d'autres délégations qui assistent à la cérémonie.

Des sources bien informées interrogées sur ce déplacement n'ont pas exclu une visite en Arabie saoudite après l'Iran.

M. Sleiman se trouve actuellement aux États-Unis dans le cadre d'une visite privée.